

## Après la COP 21 : l'analyse de Claude Mandil

### ***Quelles sont les bonnes raisons de se réjouir, pour tout le monde ou presque (même les grincheux)***

- Le premier accord sur le climat signé par tout le monde : 195 états plus l'Union européenne.
- Conséquence du point précédent : La fin de la division entre pays Annexe 1 (ceux qui devaient faire tous les efforts) et les autres. Cette division ne correspondait plus à l'émergence de grands pays riches et polluants hors annexe 1.
- Un accord dynamique qui impose des rendez-vous avec mesures, vérifications et rapports : Il n'est plus possible à un Etat de dire « après vous, s'il vous plaît ». Tout le monde doit se lancer.
- L'adaptation est citée au même titre que l'atténuation : c'est la fin d'une hypocrisie néfaste.
- Un magnifique succès de la diplomatie et de l'organisation françaises, reconnues dans le monde entier (un petit cocorico de temps en temps ne fait pas de mal).

### ***Pour quelle raison les grincheux sont-ils mécontents... et pourquoi ils ont tort.***

- Un accord sur des engagements qui n'en sont pas : On promet... de tenir ses engagements (les INDC, contributions définies au niveau national).

Voire ! Est-ce si peu contraignant d'être montré du doigt pour n'avoir pas réalisé ce qu'on s'était engagé à faire ? Et si on demandait à tous les hommes politiques français de s'engager à respecter les promesses de campagne ?

Et n'oublions pas que les négociateurs étaient confrontés à une contrainte absolue : l'accord devait être contraignant certes, mais pas au point de rendre nécessaire la ratification par le Congrès américain, ce qui aurait échoué à coup sûr. Le mieux était ici l'ennemi du bien.

- Des INDC peu ambitieuses en général, incompatibles avec l'objectif +2°, a fortiori avec l'objectif +1,5°.

C'est vrai, et c'est pour cela que l'accord est dynamique : les clauses de rendez-vous permettront de rectifier le tir.

- Pas de grand objectif de pénétration des énergies renouvelables.

C'est vrai et c'est tant mieux. Il ne s'agit pas de développer les renouvelables à tout prix mais de réduire les émissions de gaz à effet de serre au moindre coût. De ce point de vue, l'efficacité énergétique, le nucléaire ou la capture et la séquestration du CO<sub>2</sub> peuvent être compétitifs ; laissons-leur leur chance.

- Une omniprésence de l'Industrie, qui ressemble beaucoup à du « green washing ».

L'industrie a en effet été très présente à Paris, en particulier par la voix du WBCSD (World Business Council for Sustainable Development). C'est une grande chance, qui n'a rien à voir avec le green washing. Une partie de plus en plus visible du business mondial se rend compte que les entreprises ont beaucoup à perdre en restant du côté des pollueurs et beaucoup à gagner à développer de nouvelles techniques et de nouveaux marchés. La COP leur doit beaucoup.

### ***Quels sont les sujets d'inquiétude, même pour les optimistes ?***

J'en vois trois :

- L'impact du méthane est encore largement sous-estimé et la conférence s'est abstenue de modifier le taux d'équivalence retenu pour le méthane par rapport au CO<sub>2</sub>. Le taux actuel, de 20, correspond à une équivalence à très long terme, alors que la plupart des scientifiques reconnaissent qu'il vaudrait mieux prendre le taux à vingt ans, plus proche de 70.

- Une occasion a été manquée, celle d'un vigoureux plaidoyer pour l'instauration d'un prix du CO<sub>2</sub>, alors que ce signal, essentiel pour déclencher les investissements nécessaires, était très attendu.

- La grande faiblesse de la position européenne, qui doit ses bons résultats essentiellement à la désindustrialisation, se crispe sur des solutions très coûteuses (éolien offshore) et laisse à l'abandon les deux outils sur lesquels elle comptait : le marché de l'électricité et le marché ETS. Mis à part la présidence française, la COP est surtout le résultat des avancées de la Chine et des Etats-Unis.

### ***Et maintenant ?***

Beaucoup va se jouer dans les prochaines semaines : rythme des ratifications, mise en place des mesures financières et des systèmes de reporting, ordre du jour de la COP 22 à Marrakech. Or la COP est présidée, jusqu'à Marrakech, par la France.

Conclusion : Laurent Fabius ne peut pas partir maintenant !

Claude Mandil